



Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas sur la création du parc relais de Champagne-sur-Seine (77)

n° : F - 011-17-C-0075

Décision du 4 octobre 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F - 011-17-C-0075 (y compris ses annexes) relatif au dossier de création du parc relais de Champagne-sur-Seine (77), reçu complet de SNCF Mobilités le 6 septembre 2017 ;

Vu la consultation du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France en date du 20 septembre 2017 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste en l'extension sur 2 650 m² d'un parking de surface existant de 103 places (2 250 m²), situé au niveau de la gare de Champagne-sur-Seine, pour en porter sa capacité à 148 places, comprenant la démolition d'un bâtiment, les travaux de revêtement et d'aménagement de l'ensemble de la plateforme, des aménagements paysagers, la reconstruction sur 320 m d'une voie à vocation communale, située dans l'emprise de l'extension,

étant entendu que l'ensemble du parking, destiné au label de « parc relais » du syndicat des transports en commun d'Ile-de-France, permettra d'améliorer l'offre de stationnement aux abords de la gare et participera ainsi à favoriser pour l'utilisation des transports en commun,

Considérant la localisation du projet,

- sur la commune de Champagne-sur-Seine, à proximité de la gare,
- limitrophe au parking de surface existant, dont il constituera une extension,
- sur des parcelles de délaissé de 30 m de large, bordées d'un côté par la voie ferrée et de l'autre par une voirie routière, servant de site de stockage de matériel ferroviaire,
- à proximité des ZNIEFF de type II n°77494021 « Bois de Valence et de Champagne » et n°110001309 « Vallée de Seine entre Melun et Champagne-sur-Seine » ,

Considérant les impacts du projet sur le milieu et les mesures et caractéristiques destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine, qui n'apparaissent pas significatifs, compte tenu :

- du caractère limité du projet tant en surface que par la nature des aménagements,

- du caractère anthropisé du secteur,
- de l'engagement du pétitionnaire à prendre des dispositions pour limiter les pollutions du milieu naturel, les eaux de chaussées devant être collectées puis traitées dans un séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales communal et à réaliser des aménagements paysagers,

considérant par ailleurs que le projet s'inscrit dans une démarche visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions de l'air,

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, le projet de création du parc relais de Champagne-sur-Seine (77) présenté par SNCF Mobilités, n° F - 011-17-C-0075, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 4 octobre 2017,

Le président de l'autorité environnementale
du conseil général de l'environnement
et du développement durable.



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de la transition écologique et solidaire
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX